

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS	
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie Nationale à Rufisque	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE			
	Six mois	Un an	Six mois	Un an		
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO .....		15.000f	31.000f.	-	-
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc, Algérie, Tunisie.		-	-	20.000f.	40.000f
	Etranger : Autres Pays		-	-	23.000f	46.000f
	Prix du numéro .....		Année courante 600 f		Année ant.	700f.
	Par la poste : .....		Majoration de 130 f par		numéro	
	Journal légalisé .....		900 f	-	Par la poste -	

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### DECRETS ET ARRETES

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

2014

- 17 février ..... Décret n°2014-170 déclarant d'utilité publique le projet d'exploitation d'un verger sur un terrain du domaine national situé à Sindia dans le Département de Mbour, d'une superficie 1ha 92a 62ca et prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat dudit terrain. .... 812
- 17 février ..... Décret n°2014-171 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat du Sénégal d'un terrain dépendant du domaine national situé à Keur Demba Fall dans la région de Louga, d'une superficie de 5ha 00a 00ca, en vue de son attribution par voie de bail et prononçant sa désaffectation. .... 813
- 17 février ..... Décret n°2014-223 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat du Sénégal d'une parcelle de terrain du domaine national, d'une superficie de 2.500 m<sup>2</sup> située dans la communauté rurale de Dealy, Département de Linguère dans la Région de Louga et prononçant sa désaffectation en vue de son attribution par voie de bail. .... 813
- 8 janvier ..... Arrêté ministériel n°311 MEF/DMC portant publication du taux de l'usure au titre de l'année 2014. .... 813

2014

- 15 janvier ..... Arrêté ministériel n°504 MEF/DMC portant publication du taux d'intérêt légal pour l'année 2014 ..... 814
- 20 janvier ..... Arrêté ministériel n°719 abrogeant les dispositions de l'arrêté n°46/MEF/DGID/DEDT du 12 janvier 1983 en ce qu'il concerne Madame Isabel VALERA, autorisant Mme Danielle GILLARD à occuper, à titre précaire et révocable, la parcelle de terrain relevant du Domaine Public Maritime situé à Mbodiène dans le Département de Mbour, d'une superficie de 404 m<sup>2</sup> ..... 814
- 20 janvier ..... Arrêté ministériel n°720 portant résiliation du bail consenti par l'Etat à l'Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES) suivant acte administratif approuvé le 15 septembre 1989 sur un terrain situé à Saint-Louis, d'une superficie de 04a 53ca, faisant l'objet du titre foncier n°800/SL ..... 815
- 20 janvier ..... Arrêté ministériel n°721 autorisant les dames et sieurs Laïla Ghandour, Noha Ghandour, Ali Ghandour et Rami Ghandour à occuper, à titre précaire et révocable, une parcelle de terrain du domaine public maritime située à Mermoz au lieudit Ecole Sénégalaise de Tennis sur la Corniche Ouest, d'une superficie de 939 m<sup>2</sup> ..... 815
- 20 janvier ..... Arrêté ministériel n°722 portant résiliation du bail consenti par l'Etat du Sénégal au profit de M. Mbaye Diop, suivant acte administratif approuvé le 16 juin 2006 d'une parcelle de terrain située sur la route de Rufique, d'une superficie de 650 m<sup>2</sup>, à distraire du titre foncier n°202/DP ..... 816
- 20 janvier ..... Arrêté ministériel n°723 portant résiliation, pour cause d'inaliénabilité du bail consenti par l'Etat du Sénégal à M. Mbouss DIENG, par acte administratif approuvé le 1<sup>er</sup> février 2007 d'une parcelle de terrain sise à Saint-Louis, formant le lot n°1050 parcelle Ouest du plan de lotissement de Goxu Mbacc d'une superficie de 100 m<sup>2</sup>, à distraire du 2188/SL ..... 816

- 20 janvier..... Arrêté ministériel n°724 autorisant M. Almamy Faye à occuper, à titre précaire et révocable, un terrain relevant du domaine public maritime situé à Ndayane, dans le Département de Mbour, d'une superficie de 1.139 m²..... 816
- 20 janvier..... Arrêté ministériel n°726 autorisant M. Mouhamadou Mbaye à occuper, à titre précaire et révocable, la parcelle de terrain dépendant du domaine public maritime situé sur l'île de Ngor d'une superficie de 280 m² pour y édifier un cabanon..... 816
- 20 janvier..... Arrêté ministériel n°727 Abrogeant l'arrêté n°7916/MEFP/DGID/DEDT du 14 octobre 1996 autorisant M. Massar Sarr à occuper, à titre précaire et révocable, un terrain dépendant du domaine public maritime situé à Saly Portudal, dans le Département de Mbour, d'une superficie de 1.352 m² ; Autorisant M. Massar, domicilié à la Villa n°2875, HLM NIMZAT, Dakar, à occuper à titre précaire et révocable, une partie dudit terrain, d'une superficie de 456 m² carrés ; autorisant la Société Civile Immobilière dénommée «SCI BAOBAB THIOSSANE » à occuper, à titre précaire et révocable, le reliquat du terrain, d'une superficie de 896 m², ensemble avec le terrain contigu, d'une superficie de 466 m², soit une superficie totale de 1.362 m²..... 818
- 12 février..... Arrêté ministériel n°2634 autorisant M. Antonio MORO et M. Marisa BEVILACQUA à occuper, à titre précaire et révocable, un terrain sis à Mbour Sérère dans le Département de Mbour, d'une superficie de 1837 m², relevant du Domaine public maritime..... 819
- 12 février..... Arrêté ministériel n°2635 MEF/DGID/DEDT abrogeant les dispositions de l'arrêté n°9133 du 23 octobre 1997, en ce qu'il concerne la dame Louise Boris Ndiaye, autorisant le sieur Joël Luc Albert Mornet à occuper à titre précaire et révocable la parcelle n°92 du Domaine public Maritime située sur le lotissement balnéaire de l'île de Ngor, d'une superficie de 544 m²..... 819
- 12 février..... Arrêté ministériel n°2636 /DGID/DEDT abrogeant les dispositions de l'arrêté n°10129/MEFP/DGID/DEDT du 16 juillet 1992, en ce qu'il concerne le sieur Abreu Rodriguez Efigenio Francisco, autorisant la société « GANAAN Pêcheries SUARL », à occuper à titre précaire et révocable une parcelle de terrain sise à Dakar, formant le lot n°56 du Domaine public maritime de Hann, d'une contenance superficielle de 500 m²..... 820
- 12 février..... Arrêté ministériel n°2637MEF/DGID/DEDT abrogeant les dispositions de l'arrêté n°9133/MEFP/DGID/DEDT du 23 octobre 1997, en ce qu'il concerne la dame Thérèse Marie Mandessi Diop, autorisant la dame Arielle Augry à titre précaire et révocable la parcelle n°79 du domaine Public Maritime de L'île de Ngor, d'une superficie de 372 m²..... 821

- 12 février..... Arrêté ministériel n°2638 MEF/DGID/DEDT abrogeant les dispositions de l'arrêté n°9133/MEFP/DGID/DEDT du 23 octobre 1997, en ce qu'il concerne le sieur Modou Diop, autorisant le sieur Guy Cerf à occuper à titre précaire et révocable la parcelle formant le lot n°48 de l'île de Ngor, d'une superficie de 348 m²..... 822

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces..... 822

## PARTIE OFFICIELLE

### DECRETS ET ARRETES

### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

**DECRET n° 2014-170 en date du 17 février 2014 déclarant d'utilité publique le projet d'exploitation d'un verger sur un terrain de domaine national situé à Sindia dans le Département de Mbour, d'une superficie d'un hectare quatre-vingt-douze ares soixante-deux centiares et prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat dudit terrain.**

Article premier - Est déclaré publique, en application des dispositions des articles 3 et suivants de la loi n° 76-67 en date du 02 juillet 1976 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux autres opérations foncières d'utilité publique, le projet d'exploitation d'un verger sur un terrain du domaine national situé à Sindia, dans le département de Mbour, d'une superficie d'1ha 92a 62ca.

Art. 2. - Est prescrite, en application des dispositions des articles 29 et suivants du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 fixant les conditions d'application de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national, l'immatriculation au nom de l'Etat dudit terrain en vue de son attribution par voie de bail.

Art. 3. - Le Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 17 février 2014

Par le Président de la République :

Macky SALL.

Le Premier Ministre ,

Aminata TOURE



DECRET n° 2014-171 en date du 17 février 2014 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'un terrain dépendant du domaine national situé à Keur Demba Fall dans la Région de Louga d'une superficie de 05ha 00a 00ca. en vue de son attribution par voie de bail et prononçant sa désaffectation.

Article premier - Est prescrite l'immatriculation au nom de l'Etat du Sénégal, dans les formes et les conditions prévues au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 portant application de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au Domaine national, notamment en ses articles 29, 36 et suivants d'une parcelle de terrain du Domaine national située à Keur Demba Fall dans la région de Louga, d'une superficie de 05ha 00a 00ca. en vue de son attribution par voie de bail.

Art. 2. - Est prononcée, en application des dispositions des articles 36 et suivants du décret n° 64-573 précité, la désaffectation dudit terrain.

Art. 3. - Aucune indemnité n'est due pour la réalisation de cette opération, l'occupant étant le bénéficiaire de la régularisation.

Art. 4. - Le Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 17 février 2014

Par : Président de la République :

Macky SALL.

*Le Premier Ministre,*

Aminata TOURE

DECRET n° 2014-223 en date du 17 février 2014 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat du Sénégal d'une parcelle de terrain du domaine national: d'une superficie de 2.500 m<sup>2</sup> située dans la communauté rurale de Dealy, Département de Linguère dans la Région de Louga et prononçant sa désaffectation en vue de son attribution par voie de bail

Article premier - Est prescrite l'immatriculation au nom de l'Etat du Sénégal, dans les formes et conditions prévues au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 fixant les conditions d'application de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national d'une superficie de deux mille cinq cent (2500) mètres carrés située dans la communauté rurale de Dealy, département de Linguère dans la région de Louga en vue de son attribution par voie de bail.

Art. 2. - Est prononcée la désaffectation dudit terrain.

Art. 3. - Aucune indemnité n'est due pour la réalisation de cette opération, l'occupant étant le bénéficiaire de la régularisation.

Article 4 : Le Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 17 février 2014

Par le Président de la République :

Macky SALL.

*Le Premier Ministre,*

Aminata TOURE

ARRETE MINISTERIEL n° 311 MEF/DMC en date du 8 janvier 2014 portant publication du taux de l'usure au titre de l'année 2014

Article Premier : le taux de l'usure est fixé, au titre de l'année 2014, pour

- Les banques à quinze pour cent (15.0%) l'an ;
- Les Etablissements Financiers à caractère bancaire, les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) ainsi que les autres agents économiques à vingt-quatre pour cent (24.0%) l'an.

Art. 2. - Le Directeur de la Monnaie et du Crédit, le Directeur de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés et le Directeur National de la BCEAO pour le Sénégal sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

**ARRETE MINISTERIEL n° 504 en date du 15 janvier 2014 portant publication du taux d'intérêt légal pour l'année 2014**

Article premier - Le taux d'intérêt légal pour l'année 2014 est fixé à 3,7274% .

Art. 2. - Le Directeur National de la BCEAO pour le Sénégal et le Directeur de la Monnaie et du Crédit (DMC) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

**ARRETE MINISTERIEL n° 719 en date du 20 janvier 2014 abrogeant les dispositions de l'arrête n° 0046/MEF/DGID/DEDT du 12 janvier 1983 en ce qu'il concerne M<sup>me</sup> Isabel VALERA : Autorisant M<sup>me</sup> Danielle GILLARD à occuper, à titre précaire et révocable, la parcelle de terrain relevant du Domaine Public Maritime située à Mbodiène dans le département de Mbour, d'une superficie de quatre cent quatre (404) mètres carrés.**

Article premier -sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 0046/MEF/DGID/DEDT du 12 janvier 1983. pour cause de cession du droit du disposant, en ce qu'il concerne Madame Isabel VALERA.

Art. 2. - M<sup>me</sup> Danielle GILLARD, né 9 octobre 1946 à Nantes, titulaire de la carte nationale d'identité française, est autorisée, en application des articles 10. et suivants de la loi n° 76-66 du 02 juillet 1976 portant Code du domaine de l'Etat, à occuper à titre précaire et révocable la parcelle de terrain du Domaine Public Maritime située Mbodiène dans le département de Mbour, d'une superficie de quatre cent quatre (404) mètres carrés.

Art. 3. - l'intéressée ne pourra édifier sur le site que des installations légères et démontables, genre chalet de week-end.

Art. 4. - Ladite parcelle ne pourra être ni vendue, ni sous-louée sous peine de retrait, sans autorisation préalable et écrite de l'administration.

Art. 5. - Le renouvellement de la présente autorisation d'occuper se fera par tacite reconduction, à la fin de chaque année. En cas de désistement, le concessionnaire devra en faire la déclaration au plus tard trois (03) mois avant l'échéance.

Art. 6. - La présente autorisation ne pourra, en aucun cas, dispenser le concessionnaire de formuler une demande d'autorisation de construire conformément au Code de l'Urbanisme.

Art. 7. - Redevances - Pour compter du 1er janvier de chaque année, le concessionnaire devra verser à la caisse du Chef du Bureau des Domaines Mbour, en une seule fois, une redevance de quarante mille quatre cents (40.400) Francs CFA.

Art. 8 - La redevance fixée à l'article précédent pourra être révisé par l'administration un (01) mois avant l'expiration de chaque année d'occupation. En outre, en cas de modification des dispositions du décret n°2010-399 du 23 mars 2010, les nouveaux taux seront automatiquement appliqués à compter de la date de publication des nouvelles dispositions au Journal officiel.

Art. 9. - Cautionnement - En garantie des prescriptions qui précèdent, le concessionnaire est tenu de déposer dans les caisses du Chef du Bureau des Domaines Mbour un cautionnement d'un montant égal à une année de redevance, soit la somme de quarante mille quatre cents (40.400) Francs CFA.

Art. 10. - Madame Danielle GILLARD devra mettre en valeur le terrain suivant la vocation du secteur dans un délai de deux (02) ans.

Art. 11. - L'inobservation des dispositions susvisées entraînera le retrait sans préavis de l'autorisation accordée.

Art. 12. - En fin d'occupation ou en cas de retrait, ce cautionnement pourra être remboursé au concessionnaire sur présentation d'un procès-verbal d'état des lieux dressé conjointement par la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et de la Direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

Le concessionnaire devra remettre les lieux dans leur état primitif si l'Administration le requiert.

Art. 13. - Le Directeur général des Impôts et des Domaines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.



ARRETE MINISTERIEL n°720 en date du 20 janvier 2014 portant résiliation du bail consenti par l'Etat à l'Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES) suivant acte administratif approuvé le 15 septembre 1989 sur un terrain situé à Saint-Louis, d'une superficie de 04a 53ca, faisant l'objet du titre foncier n°800/SL

Article premier - Est résilié, pour défaut de mise en valeur dans le délai imparti, le bail consenti par l'Etat à l'Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES) suivant acte administratif approuvé le 15 septembre 1989 sur un terrain situé à Saint-Louis, d'une superficie de quatre ares, cinquante trois centiares (04a 53ca), faisant l'objet du titre foncier n° 800/SL.

Art. 2. - Le Directeur général des Impôts et des Domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n°721 en date du 20 janvier 2014 autorisant les dames et sieurs Laïla GHANDOUR, Noha GHANDOUR, Ali GHANDOUR et Rami GHANDOUR à occuper, à titre précaire et révocable, une parcelle de terrain du domaine public maritime située à Mermoz au lieudit Ecole Sénégalaise de Tennis sur la Corniche Ouest, d'une superficie de neuf cent trente neuf (939) mètres carrés.

Article premier - Les dames et sieurs Laïla GHANDOUR, Noha GHANDOUR, Ali GHANDOUR et Rami GHANDOUR sont autorisés à occuper, à titre précaire et révocable une parcelle de terrain du domaine public maritime située sur la corniche Ouest, d'une superficie de neuf cent trente neuf (939) mètres carrés.

Art. 2. - Ladite parcelle ne pourra être ni vendue, ni sous-louée sous peine de retrait, sans autorisation préalable et écrite de l'administration.

Art. 3. - Le renouvellement de la présente autorisation d'occuper se fera par tacite reconduction, à la fin de chaque année. En cas de désistement, le concessionnaire devra en faire la déclaration au plus tard trois (03) mois avant l'échéance.

Art. 4. - La présente autorisation ne pourra, en aucun cas, dispenser le concessionnaire de formuler une demande d'autorisation de construction conformément au Code de l'Urbanisme.

Art. 5. - Redevances - Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, le concessionnaire devra verser à la caisse du Chef du Bureau des Domaines de Ngor Almadies et Grand-Dakar, en une seule fois, une redevance de cinq cent vingt trois mille trois cent douze (523.312) Francs CFA.

Art. 6. - La redevance fixée à l'article précédent pourra être révisée par l'Administration un (01) mois avant l'expiration de chaque année d'occupation.

En outre, en cas de modification des dispositions du décret n° 2010-399 du 23 mars 2010, les nouveaux taux seront automatiquement appliqués à compter de la date de publication des nouvelles dispositions au *Journal officiel*.

Art. 7. - Cautionnement - En garantie des prescriptions qui précèdent, les dames et sieurs Laïla GHANDOUR, Noha GHANDOUR, Ali GHANDOUR et Rami GHANDOUR sont tenus de déposer dans les caisses du Chef du Bureau des Domaines de Ngor Almadies et Grand-Dakar un cautionnement d'un montant égal à une année de redevance, soit la somme de cinq cent vingt trois cent douze (523.312) Francs CFA.

Art. 8 - Les dames et sieurs Laïla GHANDOUR, Noha GHANDOUR, Ali GHANDOUR et Rami GHANDOUR devront mettre en valeur le terrain suivant la vocation du secteur dans un délai de deux (02) ans.

Art. 9. - L'inobservation des dispositions susvisées entraînera le retrait sans préavis de l'autorisation accordée.

Art. 10. - En fin d'occupation ou en cas de retrait, ce cautionnement pourra être remboursé aux concessionnaires sur présentation d'un procès-verbal d'état des lieux dressé conjointement par la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et de la Direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

Les concessionnaires devront remettre les lieux dans leur état primitif si l'Administration le requiert.

Art. 11. - Le Directeur général des Impôts et des Domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL n°722 en date du 20 janvier 2014 portant résiliation du bail consenti par l'Etat du Sénégal au profit de Monsieur Mbaye DIOP, suivant acte administratif approuvé le 16 juin 2006 d'une parcelle de terrain située sur la route de Rufisque, d'une superficie de six cent cinquante (650) mètres carrés, à distraire du titre foncier n°202/DP.

Article premier - Est résilié, pour cause d'indisponibilité du site le bail consenti par l'Etat du Sénégal au profit du sieur Mbaye DIOP, par acte administratif approuvé le 16 juin 2006 sur la parcelle de terrain située sur la route de Rufisque d'une superficie de six cent cinquante (650) mètres carrés, à distraire du titre foncier n° 202/DP.

Art 2 - Le Directeur général des Impôts et des Domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où sera besoin

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL n° 723 en date du 20 janvier 2014 portant résiliation, pour cause d'inaliénabilité du bail consenti par l'Etat du Sénégal à M. Mbouss DIENG, par acte administratif approuvé le 1<sup>er</sup> février 2007 d'une parcelle de terrain sise à Saint-Louis, formant le lot n°1050 parcelle Ouest du plan de lotissement de Goxu Mbacc d'une superficie de 100 m<sup>2</sup>, à distraire du 2188/SL

Article premier - Est résilié, pour cause d'inaliénabilité du bail consenti par l'Etat du Sénégal à Monsieur Mbouss DIENG par acte administratif approuvé le 1<sup>er</sup> février 2007 d'une parcelle de terrain sise à Saint-Louis, formant le lot n° 1050 parcelle Ouest du plan de lotissement de Gaxu Mbacc d'une superficie de cent (100) mètres carrés, à distraire 2188/SL

Art. 2. - Le Directeur général des impôts et des Domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL n° 724 en date du 20 janvier 2014 autorisant Monsieur Almamy FAYE à occuper, à titre précaire et révocable, un terrain relevant du domaine public maritime situé à Ndayae, dans le département de Mbour, d'une superficie de mille cent trente neuf (1.139) mètres carrés.

Article premier - M. Almamy FAYE, né le 19 juillet 1948 à Dakar, domicilié à Ouest Foire Cité UFI, villa n° 18, est autorisé, en application des articles 10,11 et 37 de la loi n°76-66 du 02 juillet 1976 portant Code du domaine de l'Etat, à occuper à titre précaire et révocable un terrain du domaine public maritime sis à Ndayane dans le département de Mbour, d'une superficie de mille cent trente neuf (1.139) mètres carrés.

Art. 2. - L'intéressé ne pourra édifier sur la parcelle que des installations légères et démontables, du genre chalets de weekend.

Art. 3. - Ladite parcelle ne pourra être ni vendue, ni sous-louée sous peine de retrait, sans autorisation préalable et écrite de l'administration.

Art. 4. - Le renouvellement de la présente autorisation d'occuper se fera par tacite reconduction, à la fin de chaque année. En cas de désistement, le concessionnaire devra en faire la déclaration au plus tard trois (03) mois avant l'échéance.

Art. 5. - La présente autorisation ne pourra, en aucun cas, dispenser le concessionnaire devra verser à la caisse du Chef du Bureau des Domaines de Mbour, en vue seule fois, une redevance de cent treize mille neuf cents (113.900) Francs CFA.

Art. 7. - La redevance fixée à l'article précédent pourra être révisée par l'Administration un (01) mois avant l'expiration de chaque année d'occupation.

En outre, en cas de modification des dispositions du décret n° 2010-399 du 23 mars 2010, les nouveaux taux seront automatiquement appliqués à compter de la date de publication des nouvelles dispositions au Journal officiel.

Art. 8. - Cautionnement - En garantie des prescriptions qui précédent, le concessionnaire est tenu de déposer dans les caisses du Chef du Bureau des Domaines de Mbour un cautionnement d'un montant égal à une année de redevance, soit la somme de cent treize mille neuf cents (113.900) Francs CFA.

Art. 9 - M. Almamy FAYE devra mettre en valeur le terrain suivant la vocation du secteur dans un délai de deux (02) ans.



Art. 10 - L'inobservation des dispositions susvisées entraînera le retrait sans préavis de l'autorisation accordée.

Art. 11. - En fin d'occupation ou en cas de retrait, ce cautionnement pourra être remboursé au concessionnaire sur présentation d'un procès-verbal d'état des lieux dressé conjointement par la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et de la Direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

Le concessionnaire devra remettre les lieux dans leur état primitif si l'Administration le requiert.

Art. 12. - Le Directeur général des Impôts et des Domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 726 en date du 20.01.2014 autorisant M. Mouhamadou MBAYE à occuper, à titre précaire et révocable, la parcelle de terrain dépendant du domaine public maritime situé sur l'île de Ngor, d'une superficie de deux cent quatre vingt (280) mètres carrés pour y édifier un cabanon.

Article premier. - M. Mouhamadou MBAYE, né le 4 juin 1955 à Saint-Louis, demeurant aux Almadies 92 n° 5 titulaire de la carte nationale d'identité n°1 251 1955 01214 délivré le 19 décembre 2006, est autorisé, en application des dispositions des articles 10,11 et 37 de la n° 76-66 du 2 juillet 1976 portant Code du domaine de l'Etat, à occuper à titre précaire et révocable la parcelle de terrain du domaine public maritime situé sur l'île de Ngor, d'une superficie de deux cent quatre vingt (280) mètres carrés pour y édifier un cabanon.

Art. 2. - L'intéressé ne pourra édifier sur la parcelle que des installations légères et démontables, du genre chalets de weekend.

Art. 3. - Ladite parcelle ne pourra être ni vendue, ni sous-louée sous peine de retrait, sans autorisation préalable et écrite de l'administration.

Art. 4. - Le renouvellement de la présente autorisation d'occuper se fera par tacite reconduction, à la fin de chaque année. En cas de désistement, le concessionnaire devra en faire la déclaration au plus tard trois (03) mois avant l'échéance.

Art. 5. - La présente autorisation ne pourra, en aucun cas, dispenser le concessionnaire de formuler une demande d'autorisation de construction conformément au Code de l'Urbanisme.

Art. 6. - Redevances - Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, le concessionnaire devra verser à la caisse du Chef du Bureau des Domaines de Ngor Almadies, en une seule fois, une redevance de quatre vingt douze mille cinq cents (192.500) Francs CFA.

Art. 7. - La redevance fixée à l'article précédent pourra être révisé par l'Administration un (01) mois avant l'expiration de chaque année d'occupation.

En outre, en cas de modification des dispositions du décret n°2010-399 du 23 mars 2010, les nouveaux taux seront automatiquement appliqués à compter de la date de publication des nouvelles dispositions au *Journal officiel*.

Art. 8. - Cautionnement - En garantie des prescriptions qui précèdent, le concessionnaire est tenu de déposer dans les caisses du Chef du Bureau des Domaines de Ngor Almadies un cautionnement d'un montant égal à une année de redevance, soit la somme de cent quatre vingt douze mille cinq cents (192.500) Francs CFA.

Art. 9. - M. Mouhamadou MBAYE devra mettre en valeur le terrain suivant la vocation du secteur dans un délai de deux (02) ans.

Article 10 - L'inobservation des dispositions susvisées entraînera le retrait sans préavis de l'autorisation accordée.

Art. 11. - En fin d'occupation ou en cas de retrait, ce cautionnement pourra être remboursé au concessionnaire sur présentation d'un procès-verbal d'état des lieux dressé conjointement par la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et de la Direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre

Le concessionnaire devra remettre les lieux dans leur état primitif si l'Administration le requiert.

Art. 12. - Le Directeur général des Impôts et des Domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.



ARRETE MINISTERIEL n°727 en date du 20 janvier 2014 abrogeant l'arrêté n° 7916/MEFP/DGID/DEDT du 14 octobre 1996 autorisant M. Massar SARR à occuper, à titre précaire et révocable, un terrain dépendant du domaine public maritime situé à Saly Portudal, dans le département de Mbour, d'une superficie de 1.352 mètres carrés ; Autorisant la Société Civile Immobilière dénommée " SCI BAOBAB THIOSSANE " à occuper, à titre précaire et révocable, le reliquat du terrain, d'une superficie de 896 mètres carrés, ensemble avec le terrain contigu, d'une superficie total de 1.362 mètres carrés.

Article premier - Est abrogé, pour cause de cession d'impenses, l'arrêté n° 7916/MEF/DGID/DEDT du 14 octobre 1996 autorisant Monsieur Massar SARR à occuper, à titre précaire et révocable, un terrain dépendant du domaine public maritime situé à Saly Portudal dans le département de Mbour, d'une superficie de 1.362 mètres carrés.

Art. 2. - M. Massar SARR, domicilié à la ville n°2875, HLM NIMZATT, Dakar est autorisé à occuper, à titre précaire et révocable, une partie dudit terrain, d'une superficie de 456 mètres carrés.

Art. 3. - La société Civil Immobilière dénommée " SCI BAOBAB THIOSSANE ", au capital de cent mille (100.000) francs CFA, ayant son siège social à Mbour, Saly Nord, représentée par M. Lounés KHALIF, gérant statutaire, né le 06 novembre 1958 à Bordeaux, titulaire du passeport n°05HF56968 délivré le 30 juin 2005, est autorisée à occuper, à titre précaire et révocable, le reliquat dudit terrain, d'une superficie de 896 mètres carrés et un terrain contigu d'une superficie de 466 m², soit une occupation total de 1.362 mètres carrés.

Art. 4. - Les bénéficiaires de ces autorisations ne pourront, édifier sur les parcelles de terrain qui en font l'objet que des installations légères et démontables, genre chalet de week end.

Art. 5. - Les peines et soins édifiés sur lesdites parcelles ne pourront, sous peine de retrait, être vendus ou loués sans autorisation préalable et écrite de l'Administration.

Art. 6. - Le renouvellement de la présente autorisation d'occuper se fera par tacite reconduction, à la fin de chaque année. En cas de désistement, les concessionnaires devront, chacun en ce qui le concerne ; en faire la déclaration au Chef du Bureau des Domaines de Mbour, au plus tard trois mois avant l'échéance.

Art. 7. - Les présentes autorisations ne pourront, en aucun cas, dispenser les concessionnaires de formuler une demande d'autorisation de construction conformément au code de l'Urbanisme.

Art. 8. - Redevances - Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, chaque concessionnaire devra verser à la caisse du Receveur des Domaines de Mbour en une seule fois, une redevance ainsi calculée.

CONCESSIONNAIRE	SUPERFICIE	LOYER ANNUEL
Massar SARR	456 m²	393.000 FCFA
SCI Baobab Thiossane	1.362 m²	1.087.000 FCFA

Art. 9. - Les redevances fixées à l'article précédent pourront être révisées par l'Administration un (01) mois avant l'expiration de chaque année d'occupation.

En outre, en cas de modification des dispositions du décret n° 2010-399 en date du 23 mars 2010, les nouveaux taux seront automatiquement appliqués à compter de la date de publication des nouvelles dispositions au journal officiel.

Art. 10. - Cautionnement - En garantie des prescriptions qui précèdent, chaque concessionnaire est tenu de déposer dans les caisses du Chef du Bureau des Domaines de Mbour un cautionnement d'un montant égal à une année de redevance.

Art. 11. - En fin d'occupation ou en cas de retrait, ce cautionnement pourra être remboursé au concessionnaire sur présentation d'un procès-verbal d'état des lieux dressé conjointement par la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et la Direction de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre.

Art. 12. - L'inobservation des dispositions susvisées entraînera le retrait sans préavis de l'autorisation accordée.

Art. 13. - En fin d'occupation ou en cas de retrait d'autorisation, le cautionnement pourra être remboursé au concessionnaire concerné sur présentation d'un procès-verbal d'état des lieux dressé conjointement par la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture de la Direction de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre.

Art.14 - Les concessionnaires devront remettre les lieux dans leur état primitif si l'Administration le requiert.

Art. 15 - Le Directeur général des Impôts et des Domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.



ARRETE MINISTERIEL n°2634 en date du 12 février 2014 autorisant Monsieur Antonio MORO et Madame Marisa BEVILACQUA à occuper, à titre précaire et révocable, un terrain sis à Mbour Sérère dans le département de Mbour, d'une superficie de mille huit cent trente sept (1.837) mètres carrés, relevant du Domaine public maritime.

Article premier - M. Antonio MORO né le 26 décembre 1941 à OSTIGLIA (Italie) passeport n° Y368004 du 25/05/2004 et Madame Marisa BEVILACQUA née le 23 août 1953 à PONTSTURA (Italie) passeport n° AA981654 du 28/03/2007, sont autorisés à occuper, à titre précaire et révocable, un terrain sis à la Mbour Sérère dans le département de Mbour, d'une superficie globale de mille huit cent trente sept (1.837) mètres carrés, relevant du Domaine public maritime.

Art. 2. - Les intéressés ne pourront édifier sur le site que des installations légères et démontables.

Art. 3. - Les peines et soins ainsi édifiés sur la parcelle de terrain ne pourront être vendues, sous peine de retrait, sans autorisation préalable et écrite de l'Administration.

Art. 4. - Le renouvellement de la présente autorisation d'occuper se fera par tacite reconduction, à la fin de chaque année. En cas de désistement, les concessionnaires devront en faire la déclaration au plus tard trois mois avant l'échéance.

Art. 5. - La présente autorisation ne pourra, en aucun cas, dispenser les concessionnaires de formuler une demande d'autorisation de construire conformément au code de l'Urbanisme.

Art. 6. - Redevances - Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, les concessionnaires devront verser à la caisse du Chef du Bureau des Domaines de Mbour en une seule fois, une redevance de huit cent quatre vingt dix mille deux cent cinquante (890.250) francs CFA.

Art. 7. - La redevance fixée à l'article précédent pourra être révisée par l'Administration un (01) mois avant l'expiration de chaque année d'occupation.

En outre, en cas de modification des dispositions du décret n° 2010-399 du 23 mars 2010, les nouveaux taux seront automatiquement appliqués à compter de la date de publication des nouvelles dispositions au Journal officiel.

Art. 8. - Cautionnement - En garantie des prescriptions qui précèdent, les concessionnaires sont tenus de déposer dans les caisses du Chef du Bureau des Domaines de Mbour un cautionnement d'un montant égal à une année de redevance, soit la somme de huit cent quatre vingt dix mille deux cent cinquante (890.250) francs CFA.

Art. 9. - M. Antonio MORO et Madame Marisa BEVILACQUA devront mettre en valeur le terrain suivant la vocation du secteur dans un délai de deux (02) ans.

Art. 10. - L'inobservation des dispositions susvisées entraînera le retrait sans préavis de l'autorisation accordée.

Art. 11. - En fin d'occupation ou en cas de retrait, ce cautionnement pourra être remboursé au concessionnaire sur présentation d'un procès-verbal d'état des lieux dressé conjointement par la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et la Direction de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre.

Les concessionnaires devront remettre les lieux dans leur état primitif si l'Administration le requiert.

Art. 12. - Le Directeur Général des Impôts et des Domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n°2635 /MEF/DGID/DEDT en date du 12 février 2014 abrogeant les dispositions de l'arrêté n°009133 du 23 octobre 1997, en ce qu'il concerne la dame Louise Boris NDIAYE : autorisant le sieur Joël Luc Albert MORNET à occuper à titre précaire et révocable la parcelle n°92 du Domaine Public Maritime située sur le lotissement balnéaire de l'île de NGOR, d'une superficie de cinq cent quarante quatre (544) mètres carrés.

Article premier - Est abrogé l'arrêté n° 009133 du 23 octobre 1997, pour cause de cession du droit du disposant, en ce qu'il concerne la dame Louise Boris NDIAYE.

Art. 2. - Le sieur Joël Luc Albert MORNET, né le 16 mars 1953 aux SABLES D OLLONNE (Vendée, France), demeurant à Paris (9<sup>ème</sup> France), 2, Square Moncey, de nationalité française, marié sous le régime de la séparation des biens est autorisé, en application des dispositions des articles 10 et suivants de la loi n° 76-66 du 02 juillet 1976 portant Code du domaine de l'Etat, à occuper, à titre précaire et révocable, à occuper à titre précaire et révocable la parcelle n°92 du Domaine Public Maritime situé sur l'île de NGOR, d'une superficie de cinq cent quarante quatre (544) mètres carrés environ.

Art. 3. - Ladite parcelle ne pourra être ni vendue, ni sous louée sous peine de retrait.



Art. 4. - Le renouvellement de la présente autorisation d'occuper se fera par tacite reconduction, à la fin de chaque année. En cas de désistement, le concessionnaire devra en faire la déclaration au plus tard trois (03) mois avant l'échéance.

Art. 6. - Redevances - Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, le concessionnaire devra verser à la caisse du chef du bureau des Domaines de Ngor Almadies et Grand Dakar, en une seule fois, une redevance de quatre cent soixante six mille cinq cents (466.500) francs CFA.

Art. 7. - La redevance fixée à l'article précédent, pourra être révisée par l'Administration un (01) mois avant l'expiration de chaque année d'occupation.

Art. 8. - Cautionnement - En garantie de l'exécution des prescriptions qui précèdent, le sieur José D'ASCENCAO est tenu de déposer dans les caisses du chef du bureau des Domaines de Ngor Almadies et Grand Dakar un cautionnement d'un montant égal à une année de redevance, soit la somme de quatre cent soixante six mille cinq cents (466.500) francs CFA.

Art. 9. - Le sieur Joël Luc Albert MORNET, devra mettre en valeur le terrain suivant la vocation du secteur dans un délai de deux (02) ans.

Art. 10. - L'inobservation des dispositions sus-visées entraînera le retrait sans préavis de l'autorisation accordée.

Art. 11. - En fin d'occupation ou en cas de retrait, le cautionnement pourra être remboursé au concessionnaire sur présentation d'un procès-verbal d'état des lieux dressé conjointement par la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et la Direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

Le concessionnaire devra remettre les lieux dans leur état primitif si l'Administration le requiert.

Art. 12. - Le Directeur général des Impôts et des Domaines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 2636/DGID/DEDT en date du 12 février 2014 abrogeant les dispositions de l'arrêté 0010129/MEF/DGID/DEDT du 16 juillet 1992, en ce qu'il concerne le sieur Abreu Rodriguez Efigenio FRANCISCO : autorisant la société " GANAAN Pêcheries SUARL ", à occuper à titre précaire et révocable une parcelle de terrain sise à Dakar, format le lot n° 56 du Domaine public maritime de Hann, d'une contenance superficielle de cinq cents (500) mètres carrés.

Article premier- Sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 0010129/MEF/DGID/DEDT du 16 juillet 1992, en ce qu'il concerne le sieur Abreu Rodriguez Efigenio FRANCISCO.

Art. 2. - la société " GANAAN Pêcheries SUARL ", au capital de un million (1.000.000) de francs CFA, ayant son siège social à Dakar Almadies, face Hôtel des Almadies, immatriculée au RCCM de Dakar sous le numéro SN DKR 2010 B 11182, est autorisé à occuper à titre précaire et révocable une parcelle de terrain du Domaine public maritime située sur le lotissement balnéaire de l'île de Hann plage, formant le lot n° 56 du Domaine public maritime de Hann, d'une contenance superficielle de cinq cents (500) mètres carrés.

Art. 3. - Ladite parcelle ne pourra être ni vendue, ni sous louée sous peine de retrait.

Art. 4. - Le renouvellement de la présente autorisation d'occuper se fera par tacite reconduction, à la fin de chaque année. En cas de désistement, le concessionnaire devra en faire la déclaration au plus tard trois (03) mois avant l'échéance.

Art. 5. - La présente autorisation ne pourra, en aucun cas, dispenser le concessionnaire de formuler une demande d'autorisation de construction conformément au code de l'Urbanisme.

Art. 6. - Redevances - Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, le concessionnaire devra verser à la caisse du Chef du bureau des Domaines de Ngor Almadies et Grand Dakar, en une seule fois, une redevance de trois cent trente sept mille cinq cents (337.500) francs

Art. 7 - La redevance fixée à l'article précédent pourra être révisée par l'Administration un (01) mois avant l'expiration de chaque année d'occupation.

Art. 8 - Cautionnement - En garantie de l'exécution des prescriptions qui précèdent, la société GANAAN pêcheries SUARL est tenue de déposer dans les caisses du Receveur des Domaines de Ngor Almadies, Grand Dakar un cautionnement d'un montant égal à une année de redevance, soit la somme de trois cent trente sept mille cinq cents (337.500) francs CFA.



Art. 9. - La société " GANAAN PECHERIES ", devra mettre en valeur le terrain suivant la vocation du secteur dans un délai de deux (02) ans.

Art. 10. - L'inobservation des dispositions sus-visées entraînera le retrait sans préavis de l'autorisation accordée.

Art. 11. - En fin d'occupation ou en cas de retrait, le cautionnement pourra être remboursé au concessionnaire sur présentation d'un procès-verbal d'état des lieux dressé conjointement par la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et la Direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

Le concessionnaire devra remettre les lieux dans leur état primitif si l'Administration le requiert.

Art. 12. - Le Directeur général des Impôts et des Domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**ARRETE MINISTERIEL n°2637/MEF/DGID/DEDT**  
*en date du 12 février 2014 abrogeant les dispositions de l'arrêté n° 009133 MEF DGID DEDT du 23 octobre 1997 en ce qu'il concerne la dame Thérèse Marie Mandessi DIOP : autorisant la dame Arielle AUGRY à occuper à titre précaire et révocable la parcelle n°79 du domaine Public Maritime de l'île de NGOR, d'une superficie de trois cent soixante douze (372) mètres carrés.*

Article premier - Est abrogé l'arrêté n°009133 du 23 octobre 1997, pour cause de cession du droit du disposant, en ce qu'il concerne la dame Thérèse Marie Mandessi DIOP.

Art. 2. - La dame Arielle AUGRY, née le 6 mai 1966 à Harfleur (76) Seine Maritime, demeurant à Dakar à l'île de NGOR, BP 29899 Dakar/YOFF, de nationalité française titulaire de la carte nationale d'identité n°01AA03904 délivré le 28 mai 2001, est autorisée, en application des dispositions des articles 10 et suivants de la loi n° 76-66 du 2 juillet 1976 portant Code du domaine de l'Etat, à occuper, à titre précaire et révocable, à occuper à titre précaire et révocable la parcelle n°79 du domaine public maritime de l'île de NGOR, d'une superficie de trois cent soixante douze (372) mètres carrés.

L'intéressée ne pourra édifier sur la parcelle que des installations légères et démontables.

Art. 3. - Ladite parcelle ne pourra être ni vendue, ni sous louée sous peine de retrait, sans autorisation préalable et écrite de l'administration.

Art. 4. - Le renouvellement de la présente autorisation d'occuper se fera par tacite reconduction, à la fin de chaque année. En cas de désistement, le concessionnaire devra en faire la déclaration au plus tard trois (03) mois avant l'échéance.

Art. 5. - La présente autorisation ne pourra, en aucun cas, dispenser le concessionnaire de formuler une demande d'autorisation de construction conformément au code de l'Urbanisme.

Art. 6. - Redevance - Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, le concessionnaire devra verser à la caisse du Chef du Bureau des Domaines de Ngor Almadies et Grand Dakar, en une seule fois, une redevance de trois cent quinze mille six cents (315.600) francs CFA.

Art. 7. - La redevance fixée à l'article précédent pourra être révisée par l'Administration un (01) mois avant l'expiration de chaque année d'occupation.

Art. 8. - Cautionnement - En garantie de l'exécution des prescriptions qui précèdent, la dame Arielle AUGRY est tenue de déposer dans les caisses du chef du Bureau des Domaines de Ngor Almadies et Grand Dakar un cautionnement d'un montant égal à une année de redevance, soit la somme de trois cent quinze mille six cents (315.600) francs CFA.

Art. 9. - La dame Arielle AUGRY devra mettre en valeur le terrain suivant la vocation du secteur dans un délai de deux (02) ans.

Art. 10. - L'inobservation des dispositions sus-visées entraînera le retrait sans préavis de l'autorisation accordée.

Art. 11. - En fin d'occupation ou en cas de retrait, le cautionnement pourra être remboursé au concessionnaire sur présentation d'un procès-verbal d'état des lieux dressé conjointement par la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et la Direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

Le concessionnaire devra remettre les lieux dans leur état primitif si l'Administration le requiert.

Art. 12. - Le Directeur général des Impôts et des Domaines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.



ARRETE MINISTERIEL n° 2638/MEF/DGID/DEDT en date du 12 février 2014 abrogeant les dispositions de l'arrêté n° 009133 du 23 octobre 1997, en ce qu'il concerne le sieur Modou DIOP : autorisant le sieur Guy CERF à occuper à titre précaire et révocable la parcelle formant le lot n°48 de l'île de NGOR, d'une superficie de trois cent quarante huit (348) mètres carrés.

Article premier - Est abrogé l'arrêté n°9133 du 23 octobre 1997, pour cause de cession du droit du disposant, en ce qu'il concerne le sieur Modou DIOP.

Art. 2. - Le sieur Guy CERF, né le 31 mai 1947 à Talence (France) de nationalité française, demeurant à l'île de Ngor, BP 11509 Dakar, titulaire de la carte d'identité nationale n°090833203512 délivré le 13/08/2009 à la préfecture de la Gironde, est autorisé, en application des dispositions des articles 10 et suivants de la loi n° 76-66 du 02 juillet 1976 portant Code du domaine Public Maritime située sur l'île de Ngor, d'une superficie de trois cent quarante huit (348) mètres carrés.

Art. 3. - Ladite parcelle ne pourra être ni vendue, ni sous louée sous peine de retrait.

Art. 4. - Le renouvellement de la présente autorisation d'occuper se fera par tacite reconduction, à la fin de chaque année. En cas de désistement, le concessionnaire devra en faire la déclaration au plus tard trois (03) mois avant l'échéance.

Art. 5. - La présente autorisation ne pourra, en aucun cas, dispenser le concessionnaire de formuler une demande d'autorisation de construction conformément au code l'Urbanisme.

Art. 6. - Redevances - Pour compter du 1er janvier de chaque année, le concessionnaire devra verser à la caisse du chef du bureau des Domaines de Ngor Almadies et Grand Dakar, en une seule fois, une redevance de 304.500 (trois cent quatre mille cinq cent) francs CFA.

Art. 7. - La redevance, fixée à l'article précédent, pourra être révisée par l'Administration un (01) mois avant l'expiration de chaque année d'occupation.

Art. 8. - Cautionnement - en garantie de l'exécution des prescriptions qui précèdent, le sieur Guy CERF est tenu de déposer dans les caisses du chef du bureau des Domaines de Ngor Almadies et Grand Dakar un cautionnement d'un montant égal à une année de redevance, soit la somme de 304.500 (trois cent quatre mille cinq cent) francs CFA.

Art. 9. - Le sieur Guy CERF devra mettre en valeur le terrain suivant la vocation du secteur dans un délai de deux (02) ans.

Art. 10. - L'inobservation des dispositions sus-visées entraînera le retrait sans préavis de l'autorisation accordée.

Art. 11. - En fin d'occupation ou en cas de retrait, le cautionnement pourra être remboursé au concessionnaire sur présentation d'un procès-verbal d'état des lieux dressé conjointement par la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et la Direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

Le concessionnaire devra remettre les lieux dans leur état primitif si l'Administration le requiert.

Art. 12. - Le Directeur général des Impôts et des Domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

## PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers  
Bureau de Mbour

### AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois (3) mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Thiès

Suivant réquisition n° 58 déposée le 24 juin 2014 le sieur Meïssa Ndiaye Chef du Bureau des Domaines demeurant à Mbour au Centre des Services fiscaux de Mbour en face de la gare routière BP 1659 :

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal conformément, aux dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964, relative au Domaine national, et du décret n°64-573 du 30 juillet 1964, fixant les conditions d'application de la loi précitée et en vertu du décret n°2014-731 du 6 juin 2014, demande l'immatriculation au livre foncier de Mbour d'un immeuble du domaine national consistant en une parcelle de terrain devant servir d'assiette à la construction d'une maison à usage d'habitation d'une contenance totale de 1.300 m² situé à Nguérigne dans le Département de Mbour. Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés.

Le Conservateur de la Propriété foncière,  
Meïssa NDIAYE



**ANNONCES**

*(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)*

**DECLARATION D'ASSOCIATION**

*Titre de l'Association :* « TAKKU LIGUEY DE LIBERTE 4 ».

*Siège social :* Sicap Liberté 4 villa n° 5.177/K - Dakar

*Objet :*

- unir toutes les femmes et jeunes filles de la Sicap Liberté 4 animées d'un même idéal et créer entre elles des liens d'entente, de solidarité et d'entraide ;
- participer à l'émancipation de la femme.

**COMPOSITION DU BUREAU**

*actuellement chargés de l'administration et de la direction de l'association*

M<sup>mes</sup>. Arame Gakou, *Présidente :*

Ndate Niang, *Secrétaire générale :*

Alimatou Sène, *Trésorière générale.*

Récépissé de déclaration d'association n° 216 GRD/AA/ASO en date du 5 juin 2014.

**DECLARATION D'ASSOCIATION**

*Titre de l'Association :* « DAROU TAÏSSIR ».

*Objet :*

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- rassembler des citoyens de confessions différentes dans la paix et pour l'intérêt de la nation.

*Siège social :* Villa n°38, Médina Mbaou Gare, Keur Mbaye Fall - Pikine

**COMPOSITION DU BUREAU**

*actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association*

MM. Babacar Nguer, *Président :*

Jacques Seck, *Secrétaire général :*

M<sup>me</sup> Marie Diokh, *Trésorière générale.*

Récépissé de déclaration d'association n° 16.753 MINT/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 27 juin 2014.

**DECLARATION D'ASSOCIATION**

*Titre de l'Association :* JAPPO DOLEL XALEYI .

*Objet :*

- sensibiliser les parents sur la prévention en matière de santé mentale des enfants ;
- informer et orienter les parents dans la prise en charge médicale des enfants ;
- assister les parents pour l'instruction, l'éducation, l'insertion, la réadaptation et socialisation de leurs enfants par tous les moyens appropriés notamment par l'information, le soutien socio psychologique et promouvoir la création de structures adéquates ;
- promouvoir l'hygiène mentale des enfants.

*Siège social :* Au Centre Hospitalier national Psychiatrique de Thiaroye - Pikine

**COMPOSITION DU BUREAU**

*actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association*

M<sup>mes</sup> Beatrice Tening Senghor, *Présidente :*

Oumy Lô, *Secrétaire générale :*

Ndela Fall, *Trésorière générale.*

Récépissé de déclaration d'association n° 16.630 MINT/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 10 avril 2014.

Société civile professionnelle de *notaires*  
Titulaire de la Charge de Dakar III créée en 1960  
(Successeur de Me Amadou Nicolas Mbaye  
& de Me Boubacar Seck)  
27, rue Jules Ferry x Moussé Diop

**AVIS DE PERTE**

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 3.028/NGA de Ngor Almadies appartenant à M<sup>me</sup> Ndèye Maguette Mboup. 2-2

Etude de M<sup>e</sup> Bineta Thiam Diop, *notaire*  
Pikine Khourounar - Cité Sotiba n° 204 bis

**AVIS DE PERTE**

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription du bail inscrit sur le titre foncier n°11.270/DP de la Commune de Pikine et appartenant à M<sup>me</sup> Aminata Guèye. 2-2

Etude de M<sup>e</sup> Daniel Sédar Senghor & Jean Paul Sarr  
notaires associés  
13-15. rue Colbert Dakar (Sénégal)

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription d'hypothèque portant sur le titre foncier n°9.107/DG, au profit de la « BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU SÉNÉGAL » (BICIS). 2-2

Etude de M<sup>e</sup> Serigne Mbaye Badiane, notaire  
5-7 Avenue Carde, 1<sup>er</sup> étage - Dakar

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie authentique du titre foncier n°5.849/DG des Communes de Dakar et Gorée appartenant à la SOCIETE DE MENUISERIE ALUMINIUM ET FER « Somaf ». 2-2

Etude de M<sup>e</sup> Baïdy Dièye.  
Expert Judiciaire agréé de l'ONEAS - Dakar

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n°6.314/DK appartenant à la Société Nationale des HLM (SNHLM) 2-2

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n°6.358/DK appartenant à la Société Nationale des HLM (SNHLM) 2-2

Société civile professionnelle d'avocats  
Mohamed Seydou Diagne & Associés  
6. rue Jacques Bugnicourt (ex. Kléber) BP. 6.677 - Dakar

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 970/GR appartenant à M. Johnny Léocadie MOUFLET. 2-2

Etude de M<sup>e</sup> Abdou THIAM  
Avocat à la Cour  
76. rue Moussé Diop x Thiong  
Résidence Niang 6<sup>ème</sup> étage Dakar

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 3674/R appartenant à M. Diakhaté Niang. 2-2

Office notarial  
M<sup>e</sup> Aïssatou Kamissokho Guèye Diagne, notaire  
50. Av. Nelson Mandela Dakar BP : 3.405

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n°3.413/NGA, appartenant à ce jour exclusivement à M. Alioune Ibra Ndiaye. 1-2

Etude de M<sup>e</sup> Anta Kane, notaire  
À Dakar XV Yoff Almadies, Ngor route de l'Aéroport (au dessus des Banques BISIC & BOA)  
BP. 29.916 Dakar - Yoff

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n°15.322/GRD reporté au livre foncier de Ngor Almadies sous le titre foncier n°10.478/NGA, d'une contenance superficielle de 150 m<sup>2</sup>, appartenant à M. Mody Niaky Bâ. 1-2

Etude de M<sup>e</sup> Adnan Yahya  
Avocat à la Cour  
5. Rue Victor Hugo BP. 14.622 Dakar

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n°2.088/DG devenu TF n° 4.310/DK appartenant aux sieurs et dames : M. Ousmane Cissé, ouvrier des TP, né à Saint-Louis le 3/10/1898 ; M. Omar Cissé, Comptable né à Dakar le 10/10/1900 ; M. Mamadou Cissé, né à Dakar le 6 mai 1904 ; M. Abdoulaye Cissé, né à Dakar le 3 juillet 1909 ; M. Ibrahima Cissé, né à Dakar le 8 décembre 1911 ; M<sup>me</sup> Aminata Cissé, née à Dakar le 27/9/1903. 1-2

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n°2.089/DG devenu TF n° 4.311/DK appartenant aux sieurs et dames : M. Ousmane Cissé, ouvrier des TP, né à Saint-Louis le 3/10/1898 ; M. Omar Cissé, Comptable né à Dakar le 10/10/1900 ; M. Mamadou Cissé, né à Dakar le 6 mai 1904 ; M. Abdoulaye Cissé, né à Dakar le 3 juillet 1909 ; M. Ibrahima Cissé, né à Dakar le 8 décembre 1911 ; M<sup>me</sup> Aminata Cissé, née à Dakar le 27/9/1903. 1-2

Etude de M<sup>e</sup> Mamadou Ndiaye, notaire  
BP - 197 - Kaolack

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 4.625/KK, appartenant à la Société Générale de Banques au Sénégal, « SGBS ». 1-2



Etude de M<sup>e</sup> Thioub & Ndour  
*Avocats à la Cour*  
 71. Avenue Peytavin B.P 2.1625 - Dakar

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 6.495/DG reporté au TF 8.800/NGA appartenant à Girard Boulot. 1-2

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 12.001/DG ex. TF 1.725/NGA appartenant à François Marius Domergue. 1-2

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 7.394/DG, devenu TF 6.383/NGA appartenant à Marcel Marie Alexis Bordet. 1-2

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 10.964/GR, ex. TF 2.876/DG appartenant à Maurice Félix Aubeuf. 1-2

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 10.000/GR, ex. TF 14.180/GRD appartenant à Maquis Richard Etienne Marie de Pracomtal. 1-2

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 857/R, appartenant à la Société Africaine des Etablissements Rondon. 1-2

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 5.627/NGA ex. TF 14.163/DG appartenant à la Société Africaine des Etablissements Rondon. 1-2

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 7.468/DK ex. TF 12.825/DG appartenant à LE MEZO René Jean. 1-2

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 6.382/NGA ex. TF 6.528/DG appartenant à Robert Glandière. 1-2

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 8.502/DG appartenant à la Société d'Importation des Fruits et Primeurs dite « S.I.F.E.P. » - SARL. 1-2

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 544/R appartenant à Henri Louis Jean Dubarry. 1-2

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE AU SENEGAL  
(B.I.C.I.S.)  
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2013**

*(en millions de francs CFA)*

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS		POSTE CODES	PASSIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N - 1	Exercice N			Exercice N - 1	Exercice N
A 10	CAISSE .....	10.978	11.027	F 02	DETTES INTERBANCAIRES .....	20.610	21.646
A 02	CREANCES INTERBANCAIRES .....	34.757	42.493	F 03	- A vue .....	13.522	6.299
A 03	- A vue .....	24.757	32.493	F 05	- Trésor public, CCP .....	4.295	4.729
A 04	- Banques centrales .....	23.277	31.091	F 07	- Autres établissements de crédit .....	9.227	1570
A 05	- Trésor public, CCP .....	195	155	F 08	- A terme .....	7.088	15.347
A 07	- Autres établissements de crédit .....	1.285	1.247	G 02	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE .....	257.442	267.223
A 08	- A terme .....	10.000	10.000	G 03	- Comptes d'épargne à vue .....	44.460	45.928
B 02	CREANCES SUR LA CLIENTELE .....	195.377	2.111.100	G 04	- Comptes d'épargne à terme .....	4.312	4.198
B 10	- Portefeuille d'effets commerciaux .....	6.085	7.837	G 05	- Bons de caisse .....	400	0
B 11	- Crédits de campagne .....	0	0	G 06	- Autres dettes à vue .....	167.133	176.589
B 12	- Crédits ordinaires .....	6.085	7.837	G 07	- Autres dettes à terme .....	41.137	40.508
B 2A	- Autres concours à la clientèle .....	162.531	168.579	H 30	DETTES REPRES. PAR UN TITRE .....	0	0
B 2C	- Crédits de campagne .....	700	850	H 35	AUTRES PASSIFS .....	3.689	6.520
B 2G	- Crédits ordinaires .....	161.831	167.729	H 6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS .....	7.757	7.534
B 2N	- Comptes ordinaires débiteurs .....	26.735	33.888	L 30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES .....	2.927	3.181
B 50	- Affacturage .....	26	796	L 35	PROVISIONS REGLEMENTEES .....	0	0
C 10	TITRES DE PLACEMENT .....	30.840	21.500	L 41	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES .....	0	0
D 1A	IMMOBILIS. FINANCIERES .....	16.357	18.504	L 10	SUBVENTIONS D'INVESTIS. .....	104	58
D 50	CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES .....	2.831	6.143	L 45	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX .....	2.624	2.766
D 20	IMMOBIL. INCORPORELLES .....	515	332	L 66	CAPITAL OU DOTATION .....	10.000	10.000
D 22	IMMOBIL. CORPORELLES .....	10.799	10.085	L 50	PRIMES LIEES AU CAPITAL .....	0	0
E 01	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES .....	0	0	L 55	RESERVES .....	11.757	12.323
C 20	Autres actifs .....	14.695	11.844	L 59	ECARTS DE REEVALUATION .....	0	0
C 6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS .....	3.903	2.912	L 70	REPORT A NOUVEAU (+/-) .....	365	- 76
				L 80	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-) .....	3.777	4.613
E 90	TOTAL ACTIF .....	321.052	335.940	L 90	TOTAL DU PASSIF .....	321.052	335.940

**ENGAGEMENTS DONNES HORS - BILAN  
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT**

N 1A En faveur d'établissements de crédit .....	0	0
N 1J En faveur de la clientèle .....	13.792	13.596

**ENGAGEMENTS DE GARANTIE**

N 2A D'ordre d'établissements de crédit .....	17.415	21.841
N 2J D'ordre de la clientèle .....	37.269	38.024
N 3A ENGAGEMENTS SUR TITRES .....	0	0

**ENGAGEMENTS RECUS**

**ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT .....**

N 1H Reçus d'établissements de crédit .....	0	0
---	---	---

**ENGAGEMENTS DE GARANTIE**

N 2H Reçus d'établissements de crédit .....	0	0
N 2M Reçus de la clientèle .....	76.746	89.860
N 3E ENGAGEMENTS SUR TITRES .....	0	0



**BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE AU SENEGAL  
(B.I.C.I.S.)**

**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2013**

*(en millions de francs CFA)*

POSTE		MONTANTS		POSTE		MONTANTS	
		N-1	N			N-1	N
V6T	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE .....	2.971	3.139		PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
R6U	CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE .....	595	1.593	V 01	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	17.015	16.607
	VENTES, ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS			V 03	- Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires .....	17	0
V8B	Marges commerciales .....	0	0	V 04	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle .....	15.815	15.054
V8C	Ventes de marchandises .....	0	0	V 51	- Produits et profits sur prêts et titres subordonnés .....	0	0
V8D	Variations de stocks de marchandises	0	0	V 5F	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement .....	867	1.195
V8L	Variations de stocks de marchandises	0	0	V 05	- Autres intérêts et produits assi.	316	358
V8G	Achats de marchandises .....	0	0	R01	INTERET ET CHARGES ASSIMILEES .....	3.255	3.314
V8J	Stocks vendues .....	0	0	R03	Intérêts et charges assimilés sur dettes interbancaires .....	548	565
	AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION			R04	Intérêts et charges assimilés sur dettes à l'égard de la clientèle .....	2.707	2.749
W4R	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION .....	651	1.831	R4D	Intérêts et charges assimilés sur dettes représentées par un titre ...	0	0
S01	FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION .....	18.281	18.402	R5Y	Charges sur comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0
S02	Frais de personnel .....	7.245	7.508	R05	-Autres intérêts et charges assimilées	0	0
S05	Autres frais généraux .....	11.036	10.894	V 5G	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES ...	1.631	1.614
X51	Reprises d'amortissement et de provisions sur immobilisations ...	0	0	RSE	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES ....	1.391	1.351
T51	Dotation aux amortissements et aux provisions sur immobilisations ...	2.889	2.742	V06	COMMISSIONS .....	8.104	7.674
X6A	Solde en bénéfice des corrections de valeurs sur créances et du hors bilan	0	0	R06	COMMISSIONS .....	183	269
T6A	Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	2.776	1.998	V4A	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES .....	4.962	5.216
X01	Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques ....	0	0	V4C	Produits sur titres de placement ...	1.348	1.247
T01	Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires gén.	1.312	142	V4Z	Dividendes et produits assimilés .	614	615
	PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS .....			V6A	Produits sur opérations de change	1.645	2056
X80	Produits exceptionnels .....	534	101	V6F	Produits sur opérations de hors bilan	1.355	1.298
T80	Charges exceptionnelles .....	2	404	R4A	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES. ....	101	226
	PROFITS ET PERTES / EXERCICES ANTERIEURS .....			R4C	Charges sur titres de placement ....	0	0
X81	Profits sur exercices antérieurs ....	0	0	R6A	Charges sur opérations de change .	101	226
T81	Pertes sur exercice antérieur .....	125	0	R6F	Charges sur opérations de hors bilan	0	0
T82	IMPÔT SUR LE BENEFICE .....	1.181	1.128				
L80	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	3.777	4.613				

# ETABLISSEMENT CREDIT INTERNATIONAL CISA

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2013

(en millions de francs C'FA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS		CODES POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N			Exercice N-1	Exercice N
A 10	CAISSE .....	324	526	F 02	DETTES INTERBANCAIRES .....	3.719	1.644
A 02	CREANCES INTERBANCAIRES .....	8.348	6.313	F 03	- A vue .....	2.551	1.644
A 03	- A vue .....	8.348	6.313	F 05	- Trésor public, CCP .....	0	0
A 04	- Banques centrales .....	8.257	6.254	F 07	- Autres établissements de crédit .....	2.551	1.644
A 05	- Trésor public, CCP .....	0	0	F 08	- A terme .....	1.168	0
A 07	- Autres établissements de crédit .....	91	59	G 02	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE .....	15.502	18.987
A 08	- A terme .....	0	0	G 03	- Comptes d'épargne à vue .....	81	110
B 02	CREANCES SUR LA CLIENTELE .....	13.681	16.769	G 04	- Comptes d'épargne à terme .....	0	0
B 10	- Portefeuille d'effets commerciaux .....	2.121	1.720	G 05	- Bons de caisse .....	262	269
B 11	- Crédits de campagne .....	0	0	G 06	- Autres dettes à vue .....	6.814	9.186
B 12	- Crédits ordinaires .....	2.121	1.720	G 07	- Autres dettes à terme .....	8.345	9.422
B 2A	- Autres concours à la clientèle .....	4.980	6.668	H 30	DETTES REPRES. PAR UN TITRE .....	0	0
B 2C	- Crédits de campagne .....	0	0	H 35	AUTRES PASSIFS .....	319	300
B 2G	- Crédits ordinaires .....	4.980	6.668	H 6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS .....	189	80
B 2N	- Comptes ordinaires débiteurs .....	6.580	8.381	L 30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES .....	12	25
B 50	- Affacturage .....	0	0	L 35	PROVISIONS REGLEMENTEES .....	0	0
C 10	TITRES DE PLACEMENT .....	3.123	4.760	L 41	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES .....	0	1.640
D 1A	IMMOBILISA. FINANCIERES .....	15	15	L 10	SUBVENTIONS D'INVESTIS. .....	0	0
D 50	CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES .....	0	0	L 20	FONDS AFFECTES .....	0	0
D 20	IMMOBIL. INCORPORELLES .....	151	55	L 45	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX .....	0	0
D 22	IMMOBIL. CORPORELLES .....	1.409	1.373	L 66	CAPITAL OU DOTATIONS .....	10.000	10.000
E 01	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES .....	0	0	L 50	PRIMES LIEES AU CAPITAL .....	0	0
C 20	Autres actifs .....	833	700	L 55	RESERVES .....	4	4
C 6A	COMPTES D'ORDRE .....	222	489	L 59	ECARTS DE REEVALUATION .....	0	0
				L 70	REPORT A NOUVEAU (+/-) .....	-1.127	-1.640
				L 80	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-) .....	-512	-40
E 90	TOTAL DE L' ACTIF .....	28.106	31.000	L 90	TOTAL DU PASSIF .....	28.106	31.000

### ENGAGEMENTS DONNES HORS - BILAN

#### ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

N 1A En faveur d'établissements de crédit .....	0	0
N 1J En faveur de la clientèle .....	1.843	3.975

#### ENGAGEMENTS DE GARANTIE

N 2A D'ordre d'établissements de crédit .....		
N 2J D'ordre de la clientèle .....	2.056	4.448
N 3A ENGAGEMENTS SUR TITRES .....	0	0

#### ENGAGEMENTS RECUS

#### ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

N 1H Reçus d'établissements de crédit .....	0	0
N 2H Reçus d'établissements de crédit .....	2.187	3.697

#### ENGAGEMENTS DE GARANTIE

N 2M Reçus de la clientèle .....	27.505	18.997
N 3E ENGAGEMENTS SUR TITRES .....	0	0



# ETABLISSEMENT CREDIT INTERNATIONAL CISA

## COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2013

(en millions de francs CFA)

POSTE	CHARGES	MONTANTS		POSTE	LIBELLES	MONTANTS	
		N-1	N			N-1	N
R01	INTERET ET CHARGES ASSIM.	507	643	V 01	INTERETS ET PRODUITS ASSI-		
R03	- Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires .....	61	35	V03	MLISEE .....	1.508	1.462
R04	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle .....	446	587		Intérêts et produits sur créances .	0	0
R4D	- Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre ...	0	0	VO4	créance .....		
R5Y	- Charges sur comptes bloques d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis .....	0	21		Intérêts et produits sur créances sur la clientèle .....	1.493	1.442
R05	- Autres intérêts et charges assimilées	0	0	V51	Produits et profits sur prêt et titres d'investissement .....	0	0
R5E	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES ....	0	0	V5F	Autres intérêts et produits assimilés	0	0
R06	COMMISSIONS .....	21	29	V05	Autres intérêts et produits assimilés	15	20
R4A	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES .....	3	9	V5G	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
R4C	- Charges sur titres de placement	0	0	V06	COMMISSIONS .....	239	264
R6A	- Charges sur opérations de change	3	9	V4A	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES .....	371	394
R6F	- Charges sur opérations de hors bilan	0	0	V4C	Produits sur titres de placement .	195	218
R6U	CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE .....	25	12	V4Z	- Dividendes et produits assimilés	0	0
R8G	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	V6A	- Produits sur opérations de change	35	44
R8J	STOCKS VENDUS			V6F	- Produits sur opérations de hors bilan .....	141	132
R8L	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES .....	0	0	V6T	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE .....	6	18
S01	FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION .....	1.078	1.119	V8B	MARGES COMMERCIALES ..	0	0
S02	-Frais de personnel .....	438	421	V8C	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
S05	- Autres frais généraux .....	640	698	V8D	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES .....	0	0
T51	- DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	526	340	W4R	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION .....	3	4
T6A	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	454	19	X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS .....	0	0
T01	EXCEDANT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX .....	0	0	X6A	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCE ET DU HORS BILAN .....	0	0
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	6	54	X01	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS .....	15	11	X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1	5
T82	IMPÔT SUR LE BENEFICE .....	5	5	X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS .....	0	54
T83	BENEFICE .....			X83	PERTE .....	512	40
T85	TOTAL .....	2.640	2.241	X85	TOTAL .....	2.640	2.241

---

RUFISQUE<sup>\*</sup> - Imprimerie nationale DL n° 6745

---